

**NANTES MÉTROPOLE**  
**DIRECTION DES DÉCHETS**

Marché de fournitures courantes et services  
**Prestations de location et de maintenance de  
compacteurs monoblocs et fixes**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***Procédure formalisée***

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>  
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)  
**Tout dépôt d'offre devra être précédé d'une visite obligatoire (cf. art. 1.1)**

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur des **prestations de location et de maintenance de compacteurs monoblocs et fixes**.

Il s'agit **d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande**.

#### **Visite obligatoire**

Dans le cadre de cette consultation, les candidats sont **impérativement** tenus de visiter les lieux d'exécution des prestations/travaux.

Aussi, les candidats doivent obligatoirement joindre à leur offre l'attestation de visite (selon le modèle versé au DCE) datée et signée par un représentant de l'acheteur.

Afin de convenir d'une date de visite, les candidats prendront contact avec :

**Emmanuel AUBRY**  
[emmanuel.aubry@nantesmetropole.fr](mailto:emmanuel.aubry@nantesmetropole.fr)  
**02 40 99 98 09**

### **1.2 - Mode de consultation**

Procédure formalisée soumise aux articles R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

### **1.3 - Décomposition de la consultation**

Aucun allotissement n'est prévu pour les raisons suivantes : les prestations ne présentent aucune singularité technique et qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

L'accord-cadre est dénué tout minimum, mais est assorti, d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit : 990 000 € H.T.

### **1.4 – Groupement d'entreprises**

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

### **1.5 - Nomenclature**

<b>Famille – nomenclature achats interne</b>	<b>DCF01</b> – Acquisition et location de matériels de la collecte des déchets <b>DCS05</b> – Entretien et réparation du matériel de collecte des déchets
<b>Code CPV</b>	Compacteurs d'ordures ménagères – 397133006 Compacteurs - 433150004

## **ARTICLE 2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Durée – Délais d'exécution**

La durée du présent accord cadre prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ou s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de la date de sa notification pour une durée de 3 ans.

Il pourra être reconduit 1 fois, dans les mêmes termes, pour une période d'un an. La durée totale de l'accord-cadre n'excédera pas 4 ans.

En cas de reconduction de l'accord cadre, celle-ci sera expressément signifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la période de validité en cours. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé par écrit.

### **2.2- Variantes facultatives et obligatoires**

#### **2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)**

Les variantes ne sont pas acceptées.

#### **2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)**

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A) variante obligatoire n'est prévue

### **2.3- Prestation supplémentaire éventuelle**

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

### **2.4- Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe relative à la protection des données
  - x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
  - x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
  - x Le cadre de réponse technique et environnementale
  - x Le modèle d'attestation de visite
  - x Le Bordereau de remise tarifaire

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'**examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

#### 4.1 - Contenu de la candidature électronique

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat</b>
<b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

<b>Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes</b> , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat

En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire <b>DC4</b> ( <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné
<b>L'Annexe « Données de la collectivité »</b> , dûment complétée ( <u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
<b>L'attestation de visite</b> , datée et signée par un représentant de l'acheteur
<b>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété</b> (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres)  <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Le catalogue/tarifs des prix du fournisseur pour la maintenance « hors full service » (pièces détachées)
<b>Le mémoire technique en réponse au cadre technique et environnemental au sein duquel le candidat précisera ou produira :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• un descriptif précis des matériels proposés à la location (fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés) ainsi que la description des modalités de livraison et d'installation, dont les délais</li><li>• un descriptif des moyens de formation aux utilisateurs</li><li>• la description de l'organisation du service de la maintenance préventive permettant d'assurer à Nantes Métropole le suivi des contrôles réglementaires</li><li>• l'organisation de la maintenance curative permettant de répondre notamment aux exigences de délais d'intervention</li><li>• le contenu de la formation aux utilisateurs</li><li>• les mesures prises pour limiter l'impact environnemental dans l'exécution de l'accord-cadre et notamment au regard des véhicules, machines, engins utilisés pour limiter la pollution atmosphérique</li></ul>

**Remarque :** seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

## **ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique complété sur la base du cadre de réponse technique et environnementale</b>	<b>45</b>
- Qualité du matériel proposé au regard de sa description dans le mémoire technique	25
-Adéquation de l'organisation de la maintenance préventive et curative	15
- Adaptation des modalités de formation des utilisateurs (moyens humains et outils, contenu)	5
<b>Délai d'exécution</b>	<b>20</b>
- Brièveté du délai de livraison et d'installation des matériels (art. 4 de l'A.E.)	10
- Brièveté du délai d'intervention de maintenance curative (art. 4 de l'A.E.)	10
<b>Valeur environnementale</b>	<b>5</b>
-Pertinence des mesures prises pour limiter l'impact environnemental dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et notamment : - l'utilisation des véhicules limitant les rejets atmosphériques. Le candidat décrira notamment la typologie des véhicules, machines et engins utilisés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;	5
<b>Prix des prestations (sur la base du DQE)</b>	<b>30</b>

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

## **ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**  
**[contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)**